

C'est un CTR bien singulier qui a eu lieu, deux jours après la grève du 26 janvier qui démontre l'ancrage sur la durée de la mobilisation des agents de la DGFIP, au moment où cette dernière est plus que jamais menacée dans son devenir, et dans la foulée d'une audience des personnels de Vierzon en grève reconductible depuis 2 semaines.

La CGT Finances Publiques a rappelé à la direction générale l'ensemble des revendications portées par les agents depuis plusieurs mois maintenant, en précisant que ceux-ci attendent des réponses, en particulier sur les sujets de la pleine compétence de la DGFIP (Prime d'intéressement, arriérés ZUS, évaluation des B en 2016)

Après de longs échanges sur la méthode et le fond du dialogue social à la DGFIP, le directeur général est revenu sur le dispositif mis en place en lieu et place de la prime d'intéressement. Les volets liés à l'accompagnement financier des agents subissant une mobilité géographique ou fonctionnelle du fait d'une restructuration sont ancrés dans les formes qu'il avait précédemment annoncées. Son idée d'une enveloppe laissée à la disposition des directeurs pour gratifier les équipes les plus « sollicitées » (sans être dans le schéma des restructurations) est suspendue.

Une nouvelle prime devrait être versée aux agents dès 2016. Son montant n'est pas encore connu, la décision étant du ressort du Ministre, mais elle devrait être uniforme et forfaitaire pour tous les agents.

Un point a été fait sur la méthode de lecture des vacances d'emploi via le TAGERFIP. L'outil tel qu'il est présenté par la direction générale vise uniquement à « *répartir les efforts à effectuer* » concernant les suppressions d'emploi. Aucun lien direct n'est donc possible entre celui-ci et les charges réelles des services ou la question des recrutements. En anglais cela s'appelle TINA : *There Is No Alternative*. A la DGFIP cela se matérialise par Thatcherfip.

Public: [CTR](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
